

Besoin de sécurité, une politique progressiste en période de peur du changement

Robert Misik

Il y a un peu plus de dix ans, le grand penseur de gauche Tony Judt¹, disparu si tôt, a formulé une phrase très singulière qui n'a pas été immédiatement facile à comprendre : « Si la social-démocratie a un avenir, c'est une social-démocratie de la peur. [...] La gauche, pour le dire franchement, a quelque chose à préserver ». Lorsque l'incertitude et l'insécurité s'installent, le « besoin de sécurité » devient une émotion politique essentielle. Ce n'est plus le « Changement » ou le « Progrès », ni « Hope » et « Change »², mais la défense contre encore plus d'incertitude que les citoyennes et citoyens attendent alors en grande partie de la politique.

Or, il existe différents types de peur. Il y a la peur indéfinie, par exemple, qui étreint une société dans laquelle le sol sous les pieds de beaucoup de gens devient lentement instable, par exemple en raison d'un changement structurel qui devient permanent. Il y a la peur beaucoup plus manifeste, telle qu'elle déterminera la vie politique et sociale de 2020. Mais la peur a toujours des implications politiques et psychopolitiques.

Heinz Bude³ a déjà parlé de la « société de la peur » il y a quelques années, mais il n'avait pas encore connaissance de l'année 2020. En 2020, il est compréhensible que tout le monde ait peur, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons. Les uns ont peur d'attraper le virus potentiellement mortel, les autres ont peur des conséquences économiques, de leur emploi, de leurs revenus, ils ne savent pas s'ils pourront encore payer leurs factures prochainement. On peut très bien avoir peur des deux. Certaines personnes ont eu tellement peur après un discours de trois minutes d'Angela Merkel en octobre qu'elles n'ont pas quitté leur appartement pendant plusieurs jours. D'autres se plaignent d'une « politique de la peur », parfois même ceux qui n'ont rien à redire d'une politique de la peur. C'est même parfois très drôle, comme lorsque certains populistes de droite brandissent le matin le spectre de l'« islamisation » et des « gangs » sanguinaires, pour ensuite dénoncer à midi, en tant que négationnistes de Corona, la « politique de la peur » dans la lutte contre la pandémie.

Il ne fait aucun doute que les autorités publiques ou les activistes politiques nous font parfois peur de manière planifiée afin de nous faire changer de comportement. Après tout, c'est le but des photos choc sur les paquets de cigarettes ou des vidéos dans les auto-écoles où l'on voit un mannequin de crash-test voler à travers la voiture si l'on s'écrase contre le mur d'une maison à 40 km/h seulement. Greta Thunberg a également déclaré : « I want you to panic » (« Je veux que vous paniquiez »). Aujourd'hui, la peur est utilisée pour tenir les gens en haleine. Le capitalisme des années septante avait encore le message suivant : « Faites votre travail et participez à la prospérité ». Le capitalisme contemporain dit : « Fais ta part, travaille sur toi-même, sinon tu seras viré ».

Les sentiments d'insécurité et d'incertitude, surtout s'ils sont manifestes, peuvent renforcer les gouvernants en place. Si ces derniers donnent l'impression de maîtriser la situation

¹ Tony Judt, « Dem Land geht es schlecht. Ein Traktat über unsere Unzufriedenheit », Fischer, 2014

² En anglais dans le texte d'origine. Ndlr.

³ Heinz Bude, « Gesellschaft der Angst », Verlag des Hamburger Instituts für Sozialforschung, 2014

menaçante, de telles circonstances sont « l'heure de l'exécutif ». Si beaucoup de gens ont un sentiment d'insécurité, ils ne veulent pas tenter d'autres expériences. Cela peut aussi profiter aux sociaux-démocrates. Mais, comme le suggère la citation d'ouverture de Tony Judt, la social-démocratie peut-elle réellement représenter les « besoins de sécurité » d'une société ? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de son esprit moderniste et de transformation de la société ?

Vienne, octobre 2020. Il n'y a pas de célébration de la victoire cette fois-ci. Le maire social-démocrate Michael Ludwig s'épargne également tout triomphalisme. De toute façon, il est du genre à maîtriser ses émotions. Un homme qui aime paraître contrôlé. Le SPÖ⁴ viennois a remporté les élections municipales avec un beau résultat. Il a progressé et a obtenu un peu moins de 42% des voix. Selon les analyses des flux d'électeurs (qui doivent toujours être prises avec précaution), la social-démocratie a même gagné 32.000 anciens électeurs libéraux, surtout dans les banlieues, les bâtiments communaux, les anciens quartiers résidentiels plutôt prolétariens. Dans les quartiers du centre-ville, et pas seulement dans les quartiers de la classe moyenne, mais dans les quartiers mixtes comme Landstrasse, Margareten (l'un des quartiers où le revenu moyen des ménages est le plus bas) et d'autres, il y a même eu de légères pertes, d'un à deux pourcents. Tout cela dans une situation globale où presque tous les partis ont perdu en chiffres absolus, puisque la participation électorale a baissé d'environ 10%, et dans un contexte général marqué par deux circonstances essentielles : premièrement, la pandémie de Corona, où le besoin de sécurité était l'émotion politique la plus importante, et deuxièmement, l'effondrement du Parti libéral, qui a naturellement facilité la réalisation de gains pour tous les autres partis. D'une manière générale, on peut donc dire que la social-démocratie a gagné en récupérant des électrices et des électeurs du FPÖ⁵ dans une mesure limitée (32.000 sur 250.000), tout en perdant des électrices et des électeurs jeunes, urbains, de gauche et mobiles. Dans l'ensemble, c'est donc un beau résultat avec quelques aspects inquiétants. Des raisons de se réjouir, mais pas de faire du triomphalisme. Il faut d'abord garder les électrices et les électeurs que l'on est allé chercher chez les libéraux, les « gens normaux » des banlieues, soucieux de sécurité et d'un peu de conventionnalité – et oui, l'objectif devrait bien sûr être de ramener encore plus d'électrices et d'électeurs de ces segments, sans perdre en même temps le segment électoral important et croissant des nouvelles classes moyennes.

Le fait que cela ait relativement bien fonctionné est dû à de nombreuses causes, dont beaucoup sont « accidentelles », c'est-à-dire peu influençables par les acteurs. Quelle a été la contribution de la social-démocratie elle-même ? On pourrait citer la campagne électorale du SPÖ, qui a été parfaite. On peut citer l'histoire ancienne, mais aussi récente, du SPÖ à Vienne : il n'est jamais tombé dans le piège des phrases néo-libérales, il est resté un parti municipal de gauche même à l'époque néo-libérale, défendant un secteur public fort, l'intérêt général plutôt que l'idéologie du marché. Malgré tout ce que l'on peut lui reprocher, c'est le « parti du nous », qui n'a pas à être gêné par quoi que ce soit.

Et bien sûr, il y avait le candidat principal, le maire Michael Ludwig. Il incarne le type normal, qui n'est pas déconnecté, qui passe pour « l'un d'entre nous » même dans les banlieues, les bâtiments communaux, les arrondissements de grande taille. Dans toute son attitude, il est réservé et prudent, c'est pourquoi il n'effraie personne, lui qui a la « main sûre ». Aussi bien le type d'électeur affilié au FPÖ que le type d'électeur affilié aux Verts, aussi bien les

⁴ Parti socialdémocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ)

⁵ Parti de la liberté d'Autriche ou Parti libéral autrichien, Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)

hipsters du centre-ville que les électorales et électeurs plutôt conservateurs en termes de culture de vie, diraient probablement spontanément au moins : « Bon type, pas mal du tout ». Il est en quelque sorte le contraire de toute forme de polarisation. C'est une bonne chose en général, mais cela aide particulièrement dans une situation comme celle que nous connaissons actuellement. En d'autres termes, il peut y avoir des situations où cela constitue un inconvénient, où vous devez polariser ou incarner le renouveau. Mais dans la situation actuelle, c'est un avantage indéniable. Encore un peu et on pourrait presque parler du charisme de la sérénité.

Ludwig a rayonné sur la ville en tant que figure d'intégration, mais aussi sur son parti, qui a connu de violentes dissensions ces dernières années, tout en pouvant compter sur les sociaux-démocrates viennois qui se sont rassemblés derrière lui et qui ont tous été suffisamment disciplinés pour oublier les querelles passées (ce qui n'est pas non plus évident quand on connaît les processus internes des partis en général et le narcissisme des différentes petites gauches en particulier).

Mais surtout, il incarnait le besoin de sécurité des gens. Ce « besoin de sécurité », comme l'a appelé le grand historien français Lucien Febvre, est l'une des émotions politiques les plus importantes, mais aussi les plus sous-estimées. Curieusement, c'est à gauche que ce sentiment est le plus sous-estimé. Cela n'a rien d'étonnant : la gauche veut changer la société, elle s'est toujours considérée comme un « parti du progrès », parfois comme un « parti révolutionnaire », toujours comme un « parti réformateur ». Le changement, la modernisation, la transformation du monde et l'amélioration du monde leur sont émotionnellement plus proches que le sentiment plus conservateur de préservation et de sécurité. Dans le même temps, la gauche est naturellement devenue forte parce qu'elle a apporté la sécurité dans la vie des gens simples et normaux : par la protection du travail, la protection contre le licenciement, la couverture d'assurance contre les aléas de la vie (chômage, maladie), par l'État-providence, par la construction de logements et les services publics. Les risques d'une société compétitive ont été atténués, tout comme les incertitudes que la vie apporte tout simplement. Au cours de l'histoire, nous avons été confrontés à de multiples dialectiques de sécurité et de modernisation. Les gens sont prêts à accepter, voire à saluer, les risques et les changements sociaux lorsqu'ils se sentent en sécurité – lorsqu'ils se sentent en insécurité, ils s'accrochent à ce qui existe déjà. Il est plus facile de rendre le monde plus libre et plus coloré lorsque les gens se sentent en sécurité.

Bien sûr, cette année 2020, et donc cette élection, est particulièrement marquée par un besoin de sécurité : La pandémie de Corona est vécue comme une menace pour la santé, la crise économique entraîne un risque de chômage, de dépression économique de longue durée. Personne ne veut d'expérimentation dans une telle situation. Tout le monde veut une certaine sécurité. Il est donc logique de voir dans les élections viennoises un modèle permettant aux sociaux-démocrates de gagner à nouveau les élections dans un avenir prévisible. Et la pandémie de Corona – et ses conséquences – révèle quelque chose qui était déjà en vigueur avant la pandémie, mais qui n'a peut-être pas toujours été reconnu assez clairement.

La thèse est la suivante : dans les circonstances actuelles, les sociaux-démocrates ne gagneront que s'ils représentent le besoin de sécurité.

La « société de la peur » analysée par Heinz Bude se caractérise par le fait que l'incertitude et une précarité endémique se sont installées dans la vie de nombreuses personnes. Et ce, dans un sens éminemment global. Cette insécurité ne touche pas seulement les personnes qui occupent des « emplois précaires ». Ceux-là, bien sûr, tout particulièrement. Mais elle touche beaucoup plus de personnes. Les classes laborieuses font l'expérience depuis 30 ans que les choses ne vont pas en s'améliorant pour elles, et qu'un changement structurel économique et social apporte toujours plus d'insécurité dans leur vie. Les loyers augmentent, même ceux qui ont un « emploi sûr » en apparence savent bien sûr qu'il n'est jamais sûr dans une ère de changement structurel permanent. Nous vivons dans une « société temporaire » avec des contrats de travail à durée déterminée, des baux à durée déterminée, dans un monde où le sol est toujours instable. Les réseaux de solidarité dans les quartiers se déchirent, mais l'ordre social et moral dans les entreprises est également détruit lorsque chacun sait que sur 100 salariés, il n'en restera peut-être plus que 90 demain (ou que sur 20 collègues dans le service, il n'en restera plus que 15 l'année prochaine). Les sociaux-démocrates ont été fantastiques pour aider les classes laborieuses à prospérer, mais ils n'ont pas été fantastiques du tout ces dernières décennies pour leur donner le sentiment que cette prospérité était assurée. La peur s'est installée dans les vies et n'a jamais disparu. Le déclassement a été vécu, et lorsque ce n'était pas le cas, la peur du déclassement s'est répandue. L'attitude fondamentale dans les classes laborieuses, comme le montrent d'innombrables études menées dans le monde occidental, est devenue : « Je ne m'occupe plus que de moi-même ». L'historien de l'économie Lutz Raphael parle d'une « attitude fataliste » qui s'est répandue au cours des changements structurels économiques des dernières décennies. Dans le même temps, les gens ont le sentiment qu'il est « temps de faire preuve de plus de solidarité ».

Par hasard, quelques jours avant les élections municipales de Vienne, j'ai accueilli au Kreisky-Forum⁶ Albena Azmanova, une universitaire d'origine bulgare qui enseigne à Bruxelles. Azmanova a récemment publié un livre aux Presses universitaires de Columbia consacré au « capitalisme de précarité »⁷. Dans ce capitalisme de précarité, ce sentiment d'insécurité – ou, à l'inverse, le besoin de sécurité – devient l'émotion politique essentielle. Pour Azmanova, cela explique pourquoi les critiques habituelles de la gauche politique à l'encontre du capitalisme – comme les inégalités – ne sont pas vraiment efficaces. Le principal problème perçu par les gens n'est pas que quelqu'un dans un quartier riche soit 300 fois plus riche qu'eux, mais que leur bien-être augmente, stagne ou diminue et que leur vie soit sûre. Il est compréhensible que les gens se soucient bien plus de savoir s'ils ont une bonne vie que de savoir comment leur vie matérielle se situe par rapport à celle des autres (il est indéniable que les deux peuvent être liées, mais de manière très médiatisée).

Voilà le verdict d'Azmanova : cela change complètement la « géographie politique », le schisme gauche-droite est massivement remplacé par un « schisme opportunités-risques », ou, comme on pourrait aussi le dire, un « schisme sécurité-insécurité ». Ce que l'on appelle vulgairement le populisme de droite, ce sont partout des courants politiques qui articulent la peur de l'insécurité ou le besoin de sécurité. « Une nouvelle alliance des forces sociales se forme autour du pôle 'risque' », écrit Azmanova. L'agenda social de la gauche politique entre cependant en conflit avec son agenda internationaliste et

⁶ Informationen und Programm des Bruno Kreisky Forums finden sich unter <https://www.kreisky-forum.org/>

⁷ Albena Azmanova, « Capitalism on Edge: How Fighting Precarity Can Achieve Radical Change Without Crisis or Utopia », Columbia University Press, 2020.

cosmopolite, ainsi qu'avec son message moderniste de progrès et de changement. « Une situation d'insécurité économique généralisée déclenche des instincts conservateurs et conduit à soutenir le système existant ». Lorsque l'incertitude s'installe et que le changement est perçu comme une menace – les plus vulnérables veulent que rien ne change, si possible. Les discours sociaux sur le changement culturel et social sont tout aussi déterminés que les débats sur l'immigration. Il n'est pas nécessaire d'être raciste pour souhaiter qu'il n'y ait pas de concurrence supplémentaire si l'insécurité est déjà suffisamment forte. Dans un tel contexte, la gauche politique ne gagnera du terrain que si elle répond d'abord aux besoins de sécurité des citoyens, selon Albena Azmanova.

Mais c'est évidemment un peu plus facile à dire qu'à faire et cela soulève un certain nombre de questions. Tout d'abord, comment y parvenir dans les conditions d'un capitalisme mondial et sans limites ? La crise de Corona et la crise économique catastrophique qui nous attend auront des effets contradictoires : tout d'abord, les sentiments d'insécurité seront renforcés, la vie des gens sera encore plus menacée par la perte d'emploi, l'instabilité générale du marché du travail et la perte de richesse. Dans le même temps, l'importance de l'État dans l'économie augmentera : les gouvernements ne se contenteront pas de soutenir la conjoncture et de garantir l'emploi, ils créeront directement des emplois, y compris des garanties d'emploi de l'État. En d'autres termes, des programmes de création d'emplois, plutôt que de simplement financer le chômage. Les déficits budgétaires vont de toute façon exploser. Cela élargit le rayon d'action d'une politique qui s'adresse directement aux besoins de sécurité des gens.

Autre aspect : il est bien sûr beaucoup plus facile d'incarner les besoins en matière de sécurité lorsqu'on est déjà au gouvernement que lorsqu'on doit le faire depuis l'opposition. Ce n'est pas la même chose de gouverner une ville (comme le SPÖ), d'être un partenaire junior au sein du gouvernement mais d'être aux commandes de la politique économique (comme le SPD au niveau fédéral), ou de devoir chercher à changer de gouvernement.

Il y a relativement peu d'exemples dans l'histoire où un parti progressiste a obtenu la tête du gouvernement en premier lieu en promettant la sécurité depuis l'opposition. En règle générale, les partis progressistes gagnent grâce à un message de modernisation ou de réforme : de Kennedy à Kreisky ou de Brandt à Schröder, ils ont plutôt navigué sur le besoin de changement des électrices et des électeurs pour atteindre les postes gouvernementaux. Mais il n'est pas non plus exclu que l'on remplace des gouvernements en place en promettant une « main sûre » et « le calme plutôt que le chaos ».

Un autre dilemme délicat est bien sûr de savoir comment incarner des « messages de sécurité » sans trahir d'importantes valeurs progressistes. Fondamentalement, les sociaux-démocrates ont toujours dû trouver un équilibre délicat entre les messages de changement et de libéralisme et la prise en compte des attitudes conservatrices et conventionnelles de leur propre électorat (et l'ont souvent fait avec succès). Un exercice d'équilibriste que le maire de Vienne, Michael Ludwig, a cette fois encore bien réussi. En effet, il ne s'est guère « droitisé » dans ses messages pour attirer les électrices et les électeurs de droite. Il a pour l'essentiel évité le sujet controversé de l'immigration, mais a également formulé des positions tout à fait marquantes, par exemple avec une tournure de phrase assez géniale selon laquelle il est favorable à ce que « les personnes qui construisent les bâtiments communaux puissent également y habiter » (ce qui a coupé l'herbe sous le pied des revendications visant à ce que les bâtiments communaux ne soient

ouverts qu'aux « citoyens » germanophones). L'apparente question « ethnique » a été transformée en question sociale, puis le sujet a rapidement changé, et là où d'autres voulaient monter les différents groupes de population les uns contre les autres, il a riposté avec un message de cohésion. Et certaines choses ont simplement été laissées dans l'approximation ou dans le langage corporel. En d'autres termes, il a fait savoir qu'il se souciait plus des ouvriers locaux et des travailleurs du bâtiment communal que des bobos des quartiers multiculturels, mais il n'a pas eu besoin de le dire. Cela fonctionnait de toute façon, de manière non verbale.

Disons-le tout net : si l'émotion politique essentielle est la « peur » ou le « besoin de sécurité », cela « nourrit des instincts conservateurs, souvent réactionnaires » (Azmanova) et, à tout le moins, le désir compréhensible que le moins de choses possible changent. Il ne sert à rien d'ignorer ce fait. Les partis sociaux-démocrates et autres partis progressistes ne gagneront pour l'instant que s'ils incarnent le besoin de sécurité des gens.